



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023

1. Historique et liste des membres

L'association Transition Citoyenne a vu le jour en août 2015, faisant suite à un fonds de dotation éponyme créé en 2013 et clôturé en 2018.

La liste des membres de l'association au 31 décembre 2023 est la suivante :

1. Alternatiba
2. Artisans du Monde
3. Attac France
4. Bio Consom'acteurs
5. Enercoop
6. Energie Partagée
7. Labo de l'ESS
8. La Nef
9. L'age de faire
10. Les Amis de la Terre
11. Miramap (mouvement interrégional des Amap)
12. On Passe à l'Acte
13. Commerce Équitable France
14. Archipel Citoyen « Osons les jours heureux »
15. Réseau Cocagne
16. Terre de Liens
17. Villes et Territoires en Transition
18. Le Mouvement pour l'Économie Solidaire (MES)
19. Le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID)
20. L'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs (AITEC)
21. Les Petits Débrouillards
22. E-Graine
23. Mouvement Utopia
24. Réseau des Ressourceries
25. Mobicoop
26. Autour du 1er mai
27. FAIR(e) un monde équitable
28. Railcoop
29. Transiscope
30. Le Mouvement Sol

31. Le Mouvement Colibris
32. Le Collectif des Associations Citoyennes
33. Commown

2. Fonctionnement

L'année 2023 a été marquée par le lancement de la nouvelle stratégie du CTC qui court de 2023 à 2026. Le premier Comité de Pilotage de 2023 de l'association en janvier a permis de prioriser et valider cette stratégie. Les deux suivants ont été dédiés aux nouveaux projets : celui de juin au nouveau projet des Lieux de Convergence de la Transition, celui de novembre au nouvel axe de la stratégie "Donner de la Voix", qui interroge la pertinence pour le CTC de se doter d'une identité publique.

Autre évènement majeur pour le CTC : des nouveaux statuts ont été adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 juin. Ces nouveaux statuts consacrent notamment notre fonctionnement en gouvernance partagée. Le CTC connaît désormais deux organes de gouvernance : une coordination à trois têtes, composée cette année de Bruno Lasnier (MES), Julie Potier (BioConsom'acteurs) et Hervé Roussel (Attac), et une Assemblée Générale permanente composée de tous les membres qui se réunissent en comité de pilotage plusieurs fois par an. Au quotidien, les projets sont accompagnés par l'équipe salariée et portés au sein de Groupes de Travail qui réunissent les représentant·es des organisations membres qui le souhaitent.

Sur l'année 2023, les représentant·es des organisations membres ont investi ensemble plus de 700 heures au CTC. Côté équipe salariée, le CTC a décidé d'ouvrir un poste de chargé de communication, ce qui agrandit l'équipe à cinq salariées, sur un Equivalent Temps Plein (ETP) de 3,7.

3. Contexte politique de notre action

"Faites ce que je dis, pas ce que je fais", aurait dû être le sous-titre du mois de mars 2023. Le 20 de ce mois le GIEC publie son sixième rapport dont le ton se fait plus alarmiste qu'à l'accoutumée, et qui rappelle que chaque dixième de degré compte. Le rapport propose des solutions : sortie des énergies fossiles, sobriété, adaptation, modèles de gouvernance inclusive... Cinq jours plus tard a lieu la manifestation à Sainte-Soline contre la construction de méga-bassines dont on ne saurait reconnaître les qualités en terme de sobriété et partage équitable d'usage de l'eau. Cette manifestation est réprimée dans une violence inouïe, et marque de la part du gouvernement l'entrée dans une nouvelle aire de criminalisation et d'oppression des militant·es pour le climat et la justice sociale.

L'actualité climatique reste morose pour la suite de l'année. En septembre, l'observatoire Copernicus conclut que nous avons franchi une nouvelle limite planétaire : celle du cycle de l'eau. Peu avant, Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU avait déclaré que nous étions entrés dans "l'ère de l'ébullition mondiale", ce que les températures moyennes à la surface du globe confirment sur l'année : nous sommes passés à 0,02°C de la barre symbolique des 1,5°C de réchauffement par rapport à l'ère pré-industrielle.

L'actualité politique est également morose sur le plan social. Pour le début de son deuxième mandat, E. Macron s'est donné comme objectif de faire passer des lois malgré une majorité relative au parlement. Une réforme des retraites est passée en force par le recours au 49.3 malgré un mouvement social d'opposition massif. Fin décembre, une loi sur l'immigration durcie en commission mixte paritaire est adoptée grâce au soutien de la droite, et pour laquelle le Rassemblement National revendique une victoire idéologique.

Pour finir cette contextualisation sur une note plus positive, le Projet de Loi Finance (adopté grâce à un énième recours au 49.3) marque quelques avancées sur le financement de la rénovation énergétique et de l'entretien des lignes ferroviaires.

3. Projets

Axe Occuper le Terrain

Fête des Possibles

L'édition 2023 de la Fête des Possibles s'est tenue du 8 au 24 septembre, toujours dans l'objectif de rendre visibles toutes les initiatives citoyennes qui construisent une société plus durable, humaine et solidaire. Lors de cette édition, plus de 720 événements ont été organisés partout à travers la France et la Belgique.

> Des centaines d'organiseurs et organisatrices mobilisés

Comme chaque année, la Fête des Possibles doit avant tout son existence et son succès aux organisateurs et organisatrices qui la portent localement, qui s'avèrent être en grande majorité des associations (90% des événements organisés).

En 2023, l'accompagnement qui leur est proposé avant, pendant et après le temps fort a été enrichi et amélioré en se basant sur les retours récoltés lors des précédentes éditions : nouvelles ressources, amélioration du site internet, programme de formations... Une nouvelle fois, l'accompagnement en lien avec la communication a été le plus plébiscité.

La mobilisation des organisateurs et organisatrices a permis l'organisation d'événements très variés : des portes ouvertes (format majoritaire avec 50% des événements organisés), des Villages des Possibles, des vélorutions, des projections...

> Un réseau national de plus de 90 partenaires

La campagne de communication et de mobilisation est portée et relayée grâce au réseau de plus de 90 partenaires nationaux. Comme à chaque édition, des échanges réguliers avec chacun d'entre eux ont été initiés par la coordination nationale, afin de s'assurer de leur implication mais aussi pour prendre en compte leurs besoins et retours.

Parmi ces partenariats, quatre d'entre eux ont été particulièrement forts puisqu'ils ont chacun permis l'inscription de plusieurs dizaines d'évènements sur la carte de la Fête des Possibles : les Journées de l'Habitat Participatif d'Habitat Participatif France, les portes ouvertes des magasins Artisans du Monde, le temps fort AMAP en Fêtes porté par le Mouvement inter-régional des AMAP, et la plateforme du bénévolat nature de la Fondation pour la Nature et l'Homme.

> Des dizaines de milliers de personnes touchées

Indispensable au succès du temps fort, la communication autour de l'édition 2023 de la Fête des Possibles s'est appuyée à la fois sur la coordination et le réseau de partenaires à l'échelle nationale, ainsi que sur les organisateurs et organisatrices à l'échelle locale.

Cette communication s'est articulée autour de quatre canaux principaux : le site internet, qui recense tous les évènements organisés lors du temps fort ; les affiches et autocollants, envoyés gratuitement à toutes les personnes qui en font la demande ; la presse, avec une priorité donnée à la presse locale lors de l'édition 2023 ; et enfin les réseaux sociaux, qui ont permis de toucher des centaines de milliers de personnes.

Grâce à l'ensemble de ces canaux, ainsi qu'au relais du réseau de partenaires, plus de 175 000 personnes se sont rendues sur les évènements de l'édition 2023.

> En parallèle, une étude sur les besoins et perspectives pour 2024

En parallèle de la préparation de l'édition 2023, une vaste étude a été menée sur les besoins et attentes des personnes organisant des évènements ainsi que des partenaires afin de nourrir la réflexion sur l'évolution de la Fête des Possibles.

Suite à cette étude, quatre axes de travail ont été dégagés par le groupe de travail puis validés fin 2023 par le CoPil du CTC : l'écriture d'un manifeste, l'ouverture à de nouveaux partenaires, l'aide à la communication entre réseaux nationaux et antennes locales et enfin, l'allongement de la période de la Fête et l'amplification de la communication à l'occasion des dix ans de la Fête des Possibles en 2024.

Lieux de Convergence de la Transition

Le projet des Lieux de Convergence de la Transition est un projet qui a émergé dans la stratégie 2023 - 2026. 2023 était l'année d'émergence pour ce projet : nous avons travaillé à sa définition et à son cadrage.

> Etude sur les lieux existants

Pour cela, nous avons réalisé une étude dont l'objectif a été de comprendre le fonctionnement de lieux existants qui travaillent déjà à une certaine convergence sur leurs territoires, de comprendre l'écosystème des tiers lieux axés sur la transition, et de comprendre les besoins de lieux existants pour devenir des lieux de "convergence".

Pour réaliser cette mission, le CTC a bénéficié de l'appui de Daniela Pinillos, qui a travaillé durant six mois à nos côtés dans le cadre d'un stage.

Cette étude confirme la pertinence du projet : les lieux rencontrés montrent une grande ouverture sur les sujets sur lesquels ils travaillent, ils sont enthousiastes à l'idée d'un réseau national et d'un signe de reconnaissance, et des besoins similaires ont été identifiés, comme le recrutement de bénévoles ou la communication.

Suite à cette phase d'étude, nous avons opéré des choix d'une part sur ce que seront les Lieux de Convergence de la Transition, et d'autre part sur nos méthodes de travail.

> Définition des Lieux de Convergence de la Transition

L'objectif premier de ce projet est de favoriser la coopération entre organisations engagées dans les transitions dans les territoires. Les lieux physiques seront les "supports" de ces convergences. Ils serviront différents publics :

- pour les citoyennes et citoyens, ces espaces seront des lieux ressources. Les Lieux de Convergence de la Transition pourront devenir des lieux d'information, de sensibilisation, où citoyen·nes pourront investir plusieurs niveaux d'engagement en fonction de ce qu'ils recherchent : s'informer, se former, rejoindre des initiatives collectives et s'engager à leur tour dans la transition ;

- pour les organisations locales de la transition, les Lieux de Convergence de la Transition seront des lieux de rencontres où elles pourront trouver des organisations amies pour renforcer leurs propres actions, s'investir aux côtés des autres, diffuser les informations, croiser les publics et mettre en commun les ressources ;

- pour le CTC, ses membres et ses partenaires, ces lieux seront des relais pour leurs projets et campagnes nationales.

Nous imaginons ces espaces comme des lieux d'ancrage, de convergence des transitions et de mobilisation citoyenne dans les territoires.

> La mise en œuvre du projet

Dans un premier temps, nous avons choisi de nous appuyer sur les antennes locales des membres du CTC (les Ressourceries, les Jardins de Cocagne, les points de distribution des AMAPs, les magasins Artisans du Monde) pour faire émerger les premiers Lieux de Convergence de la Transition.

Nous avons élaboré un rétroplanning avec un objectif de lancement de la campagne de mobilisation courant 2025, qui comprend la réalisation :

- d'une charte d'engagement réciproque entre les Lieux de Convergence de la Transition et le CTC ;

- de l'identité du projet : un nom, une identité visuelle ;

- des premières ressources à mettre à disposition des lieux : un kit « Devenir un Lieu de Convergence de la Transition », un livret « Agir avec le Collectif pour une Transition Citoyenne », une affiche et/ou flyer explicatif de ce qu'est un Lieu de Convergence de la Transition,...

- d'une campagne de communication et de mobilisation, qui pourra comprendre selon les stratégies élaborées un site internet, une campagne de relations presse, un évènement de lancement, des kits de mobilisation, ...

Axe Convaincre les Décideurs

Pacte pour la Transition

L'accompagnement pour le Pacte pour la Transition - Municipales a été poursuivi en 2023. Ce dernier a été concentré en grande partie sur la campagne de mi-mandat dont le point d'orgue fût la sortie du rapport national en juin 2023. A été également organisée la première rencontre régionale des collectifs du Pacte s'est déroulée les 4 et 5 mars 2023 à Salon-de-Provence. En parallèle, les nouveaux axes de la stratégie ont été amorcés.

> [Focus] Mi-mandat

Dans le prolongement de l'accompagnement proposé aux collectifs citoyens, le CTC a lancé en partenariat avec ses membres et partenaires dont notamment le Réseau Action Climat et Alternatiba une campagne de mobilisation et de communication inédite pour inviter les citoyens et citoyennes à se saisir de la mi-mandat et s'impliquer dans leur commune. En effet, 2023 marque la moitié du mandat des maires et présidents d'agglomération. Elle est l'occasion de réaliser un premier bilan de ce qu'ont pu mettre en œuvre les élus locaux au pouvoir depuis trois ans, de voir s'ils sont à la hauteur des enjeux et en bonne voie pour respecter leurs engagements pris en 2020 dans le cadre du Pacte pour la Transition.

Cette campagne a été conçue autour d'un outil d'évaluation des politiques publiques de transition basé sur les mesures du Pacte pour la Transition et co-construit avec les partenaires experts, accessible sur <https://suivi-pacte-transition.org/>. La campagne a été officiellement lancée la première semaine de décembre 2022 avec l'organisation de webinaires. Un cycle de formation a également été organisé sur janvier-mars 2023 pour accompagner les citoyennes et citoyens intéressés pour se saisir de la campagne, programme accessible ici : <https://nextcloud.transition-citoyenne.org/index.php/s/fSAzYD2knRAgaaH>

Grâce à cet outil, plus de 60 collectifs citoyens ont évalué l'action de plus de 100 communes et intercommunalités sur les 32 mesures du Pacte pour la Transition réparties en 8 thématiques à la croisée des enjeux de climat, de justice sociale et de démocratie locale : agriculture et alimentation, mobilités, transition énergétique, environnement et biodiversité, démocratie et participation citoyenne, aménagement du territoire, consommation responsable et cohésion sociale.

L'ensemble des données collectées grâce aux collectifs citoyens mobilisés sur la campagne ont été analysées par l'équipe de coordination. Publié début juin 2023 sous l'intitulé "Climat, justice sociale, démocratie locale : où en sont nos maires à mi-mandat ?", ce rapport donne une image, certes partielle, de l'avancée des politiques publiques de transition dans les territoires durant ces trois dernières années au regard des engagements pris par les candidates et candidats en 2020.

Voici quelques informations clefs qui en ressortent :

- Un quart des collectifs citoyens n'a pas pu accéder aux informations nécessaires pour évaluer leur collectivité sur tout ou partie des mesures. Cela remet en question la transparence des politiques locales et l'accès aux données publiques.
- Les municipalités qui se sont engagées dans un Pacte pour la Transition progressent de 20 à 35 % plus vite que les autres collectivités évaluées sur les politiques publiques de transition.
- Les collectivités locales sont en retard par rapport à leurs obligations légales et aux objectifs nationaux, tels que les lois EGalim et SRU, la gestion des biodéchets à la source, la rénovation énergétique, etc.

Cette campagne a été menée de sorte à informer, sensibiliser et mobiliser un maximum de citoyennes et citoyens :

- La campagne a été construite pour inviter aussi bien les collectifs citoyens déjà engagés dans leur commune avec la signature d'un Pacte pour la Transition, que les citoyens et citoyennes non encore impliqués dans cette démarche et qui souhaitent s'engager dans leur commune au service de l'intérêt général ;
- Des vidéos ont été réalisées pour valoriser des actions portées par les citoyennes et citoyens dans leur commune avec leurs élus locaux afin d'encourager d'autres habitants à s'engager à leur tour et inviter les élus à répliquer les bonnes pratiques : https://www.youtube.com/playlist?list=PLPlyhNjHRuBSC_UGwcj4aXnGgahfRIW_y

La réalisation du bilan a permis d'initier ou de relancer le dialogue entre élus et collectifs citoyens. Les retombées presses ont aussi incitées les élus à prendre contact avec les collectifs citoyens, débattre de l'avancée des projets du territoire et discuter des projets à venir et à prioriser sur le reste du mandat. Les collectifs citoyens ont également organisé des actions pour valoriser leur travail. Pour cela, certains ont organisé des réunions ou débats publics avec les habitant·es et les élus, voire la presse locale, pour présenter les résultats locaux de la ville, les comparer aux moyennes nationales issues du rapport, discuter des données et se projeter sur les 3 dernières années du mandat.

Grâce à la mobilisation et au travail mené par ces collectifs, l'équipe de coordination de la campagne a pu mener une grande campagne de communication basée sur la sortie du rapport national mais aussi une synthèse, un communiqué de presse, des illustrations valorisant les résultats clefs du rapport : à retrouver

sur <https://suivi-pacte-transition.org/>. Une présentation des résultats de la campagne est également disponible ici : https://docs.google.com/presentation/d/1zxwDWEL2Pt9fYsrLoaOeFdTODkxRwo42Q1Cdb_ZDA0g/edit#slide=id.p1

Ces actions ont engendré des retombées presse :

- une couverture médiatique nationale sans précédent pour une campagne liée au Pacte pour la Transition : France 3, Reporterre, la Gazette des communes, France Culture, France Inter, France bleu, Alternatives Economiques, DardDard, ...
- une couverture médiatique locale qui a pu donner de la visibilité aux collectifs citoyens et au travail mené de concert avec leurs élus : France 3, le Dauphiné, le Progrès, l'Est Républicain, la Provence ...

> Accompagnement du Pacte Municipales

La première rencontre régionale des collectifs du Pacte s'est déroulée les 4 et 5 mars 2023 à Salon-de-Provence. Cet événement a réuni une trentaine de participant·es représentant une quinzaine de collectifs et associations du territoire. Cette rencontre a permis de réunir des collectifs citoyens géographiquement proches et de créer des liens entre eux, de renforcer leurs compétences tant sur la forme que sur le fond, de partager des retours d'expérience, de co-construire des actions communes, de rencontrer et d'échanger avec des acteurs locaux (associations, élus, etc.). Un compte-rendu est disponible sur ce lien : <https://nextcloud.transition-citoyenne.org/index.php/s/WL7dwZccEQJRY57>. A l'issue de cette rencontre, la communauté du Pacte a été invitée à se prononcer sur le déploiement de nouvelles rencontres dans d'autres régions.

Dans le prolongement de la campagne mi-mandat, le Collectif pour une Transition Citoyenne, Alternatiba, le Réseau Action Climat et leurs partenaires proposent un nouvel accompagnement au plaidoyer local centré sur quelques thématiques phares, identifiées comme prioritaires de par leurs enjeux, l'attention médiatique dont elles ont pu bénéficier ou encore les avancées et retours d'expériences qui nous ont été partagés.

L'objectif de cette campagne est d'obtenir rapidement, et sans mobiliser trop de moyens ni de temps, de petites victoires politiquement et symboliquement fortes, qui pourront servir les objectifs des collectifs et être valorisées auprès des habitantes et habitants. Pour cela, ont été proposés une fiche méthodologie et des fiches plaidoyer clés en main visant 4 thématiques particulièrement importantes et symboliques pour le climat et la justice sociale : Alimentation, Ressource en eau, Artificialisation et adaptation à la crise climatique, et Sobriété énergétique. Le lancement de la campagne est prévu début février 2024 avec l'organisation d'un webinaire de présentation qui proposera des conseils méthodologiques ainsi que des retours d'expériences d'acteurs (collectifs citoyens, élus, associations...) ayant obtenu des victoires sur ces thématiques.

En termes de capitalisation et de valorisation, nous avons réalisé plusieurs vidéos à l'occasion de la campagne de mi-mandat pour illustrer des pratiques ins-

pirantes portées par des collectifs citoyens sur leur commune, en lien avec leurs élu.es. L'enjeu est d'encourager d'autres habitants à s'engager à leur tour et inviter les élu.es à répliquer les bonnes pratiques : https://www.youtube.com/playlist?list=PLPlyhNjHRuBSC_UGwcj4aXnGgahfRLW_y.

Ces vidéos ont été diffusées dans le cadre de la campagne de communication de mi-mandat et feront partie de la stratégie de mise en récit des initiatives citoyennes. En parallèle, nous avons réussi à être invités à présenter et animer des ateliers sur le Pacte lors de 3 événements nationaux majeurs :

- CESE : Démocratiser la France : table ronde sur la participation citoyenne
- Festival Les Résistantes : pourquoi faire du plaidoyer local ?
- Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités : quel rôle pour les citoyen.nes dans les transitions ?

Afin de mieux associer les élu.es au projet Pacte pour favoriser son appropriation par les décideurs et d'en faire des alliés.es, nous avons pris contact avec plusieurs partis politiques et avons pu participer à une table-ronde organisée dans le cadre des Journées d'été des Ecologistes du Havre le 26 août. Nous avons également pris contact avec plusieurs associations d'élu.es pour envisager des ponts entre nos structures, dont l'Association des petites villes de France (APVF).

L'ensemble des projets portés au cours de l'année a été réalisé en menant un travail d'animation continu, notamment à travers la sollicitation récurrente des partenaires et de leurs réseaux pour contribuer aux réflexions et projets de plaidoyer. Plusieurs réunions ont également été organisées pour les informer, impliquer, partager les attentes et priorités des organisations. Ils ont été notamment invités à participer et à relayer les campagnes de mobilisation et de communication menées sur l'année. Les 2 temps forts prévus en 2024 et exposés ci-après constituent également de belles opportunités pour poursuivre ce travail d'animation.

En parallèle, nous avons engagé une réflexion sur la pertinence d'une mobilisation du Collectif pour une Transition Citoyenne pour les élections européennes de 2024 en lien avec le projet de Pacte pour la Transition. Une telle mobilisation aurait pour objectifs (1) d'informer et faire de la pédagogie sur l'UE et ses compétences, et (2) de faire exister nos sujets dans la campagne, contrer le discours réactionnaire. Il s'agirait d'une campagne de communication et mobilisation multi acteurs décentralisée pour lier les enjeux et compétences de l'UE sur les transitions à des réalités concrètes du quotidien.

Par ailleurs, lors du comité de pilotage du CTC du mois de novembre 2023, un certain nombre de membres ont partagé leurs inquiétudes face à la montée de l'extrême droite et à la criminalisation des militant.es de gauche, et à faire part des blocages rencontrés sur le plaidoyer porté par leurs organisations, des projets pourtant chronophages et énergivores. En réponse, il a été proposé de dédier une journée entière pour discuter de ces sujets, et plus globalement de la place de la société civile dans les temps forts électoraux. L'idée serait d'inviter les membres, partenaires et autres organisations impliquées dans le plaidoyer, à mener ces réflexions en s'appuyant sur les expériences du CTC, avec notamment

le projet du Pacte pour la Transition, et d'autres expériences locales et nationales.

Axe Donner de la Voix

Ce nouvel axe de la stratégie du CTC nous engage à évaluer la pertinence pour notre association d'avoir une identité publique -plutôt que de parler au nom des projets et de nos membres. Un temps de réflexion dédié lors du dernier Copil de 2023 a permis de dégager un consensus autour de la nécessité pour le CTC, au regard de l'évolution du contexte, de prendre davantage part au débat public. Ainsi, le CTC va s'attacher à promouvoir les alternatives et à défendre la place des citoyen·nes dans les débats publics. Cet axe sera rendu opérationnel à partir de 2024.